Extrait du Association pour l'Économie Distributive

http://www.economiedistributive.fr/Lecture

Lecture

- La Grande Relève - N° de 1935 à nos jours... - De 1998 à 2009 - Année 2007 - N° 1082 - décembre 2007 -

Date de mise en ligne : lundi 31 décembre 2007

Description :

Le CADTM poursuit son étude juridique sur l'illégitimité de la dette extérieure des pays du Tiers monde, et propose les mesures nécessaires.

Copyright © Association pour l'Économie Distributive - Tous droits réservés

Quel formidable travail accomplit le Comité pour l'Annulation de la Dette du Tiers Monde ! Et quelle source d'informations constituent ses publications ! Travail et informations dont les médias se gardent bien de parler... alors que tout le monde conscient devrait pouvoir les connaître et les suivre ! Le dernier ouvrage [1] du CADTM, sorti en septembre et intitulé « Les crimes de la Dette », témoigne de l'approfondissement et de l'élargissement de ses précédentes analyses. Il débute par une définition/précision : la dette extérieure des pays du Sud est d'abord une tromperie. La dépendance de ces pays envers leurs créanciers a été établie sur l'affirmation qu'ils ne pouvaient pas se passser de ces crédits, les investissements des pays du Nord chez eux leur étant absolument nécessaires pour qu'ils puissent assurer leur croissance et leur développement. Ce qui était, en fait, le prétexte pour prétendre justifier l'exploitation et le pillage de leurs ressources par les entreprises des pays industrialisés.

Ceux qui ont le courage de s'opposer à ce néocolonialisme montrent que le mécanisme utilisé pour asseoir la domination du Nord sur le Sud repose sur des accords financiers dont la forme, les circonstances de leurs négociations, et leurs conséquences, ne respectent pas les droits humains les plus élémentaires, violent la souveraineté des peuples et compromettent leur développement. Tout en générant de graves menaces pour la paix mondiale, ce mécanisme de dette est illégitime.

Tout citoyen de ce monde, ayant un minimum de conscience, devrait donc soutenir les mouvements qui réclament d'abord la suspension de ces paiements, puis que soit menée une enquête, au moyen d'un audit public sur ce qui a été réalisé, sur les délits et les irrégularités, et sur les responsabilités. Ceci afin que soient établies les sanctions et les réparations qui sont dues. Puis qu'une régulation claire et générale des opérations financières internationales soit enfin étudiée, appliquée et contrôlée.

La première partie de ce livre décrit ce qui caractérise une dette dite "odieuse" et donne vingt raisons de refuser une annulation sans justice ou bien une "conversion" de la Dette extérieure du Tiers Monde.

La deuxième partie explique en quoi consiste l'audit proposé.

La troisième expose le cas particulier, pris comme exemple, de l'Équateur, les questions juridiques et institutionnelles relatives à sa Dette, précise les chiffres, les dates, les organismes concernés et les conséquences économiques et sociales.

---

[1] éditions CADTM, 345 av de l'Observatoire 4000 Liège Belgique et Syllepse 69 rue des Rigoles 75020 Paris France

Copyright © Association pour l'Économie Distributive